

52 – LES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX

A – De nouveaux acteurs sociaux et de nouveaux enjeux

1 – Les nouveaux acteurs

1. **Un mouvement social** est un ensemble de manières d'agir collectivement ayant pour objectif de remettre en cause, partiellement ou totalement, l'ordre social et le transformer. Il est construit sur des valeurs partagées et de la solidarité et qui se mobilise au sujet d'enjeux conflictuels, en ayant recours à différentes formes de protestation. Les mouvements sociaux supposent :

 - **Un projet de société** : les membres d'un mouvement social partagent un système de valeurs ou ont un projet en commun.
 - **Une solidarité entre ses membres** : Ils se sentent liés par de la solidarité ou ont un sentiment d'appartenance. Ils ont donc une capacité à se mobiliser, à réunir un certain nombre de personnes pour des événements ponctuels. Néanmoins, pour que le mouvement social existe il faut de la continuité entre ces moments forts.
 - **Des moyens d'organisation et d'action** : les formes de protestation du mouvement social sont extrêmement variées : pétition, grève de la faim, grève du zèle, blocage des routes, occupation des lieux symboliques, réappropriation des rues de façon festive (fête de rue), arrachage collectif de plants d'OGM, manifestations médiatisées... La réussite d'un mouvement social dépend donc de sa capacité à construire une **mobilisation collective** c'est-à-dire un rassemblement dans l'action d'individus ou de catégories sociales en vue de défendre des positions communes ou de promouvoir des fins collectives. On parle de groupe mobilisé pour désigner un groupe social fortement organisé et prompt à l'action
2. **Il existe une grande diversité de mouvements sociaux**. Le XIXe et le XXe siècle sont surtout marqués dans les pays industrialisés par le **mouvement ouvrier**. Mais, dès la fin du XIXe siècle, d'autres mouvements apparaissent qui sont moins « matérialistes » et n'ont pas pour seul objectif un meilleur partage de la richesse créée. Ils ne concernent pas seulement la classe ouvrière mais aussi les **classes moyennes**. La plupart ne reposent pas sur une identité de classe mais sur l'appartenance à d'autres groupes sociaux : les femmes, les minorités culturelles et ethniques, les exclus...

 - **Le mouvement féministe** : dès la Révolution française, Olympe de Gouges pose le problème de **l'égalité** entre hommes et femmes dans « *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* » (1791). Une cinquantaine d'années plus tard, d'autres mouvements dits des *Suffragettes* (1865) apparaissent, tout d'abord en Grande-Bretagne puis aux États-Unis. Ces féministes revendiquèrent l'égalité des **droits civiques** et l'obtiennent peu à peu dans la première moitié du XXe siècle. À partir des années 1960, aux États-Unis, l'égalité des droits progresse. Mais c'est à partir des années 1970, avec la contestation sociale née dans l'université de Berkeley en Californie, que les revendications féministes se structurent en véritables mouvements, tels que le Women's Lib et le MLF en France. Leurs revendications portent sur **l'égalité au travail** (salaire, promotion...), **le droit à la maîtrise de leur corps** (avortement, contraception, lutte contre le viol, les mariages forcés...), l'accès aux postes politiques et, pour certaines d'entre-elles, à **un droit à la différence**.
 - **Le mouvement noir aux Etats-Unis** : il cherche, après la Guerre de Sécession (1861-1865) à mettre fin à la ségrégation raciale et prend toute son ampleur à partir des années 1950-1960. Il s'agissait principalement d'un mouvement non-violent qui réclamait l'égalité des droits civiques. Cela commence en 1955 avec le boycott des bus de Montgomery, en Alabama (ou les Noirs demandaient à avoir accès aux mêmes places assises que les blancs), et cela se termine en 1964 avec la loi qui interdit toute forme de discrimination dans les lieux publics et en 1965 avec la loi sur le droit de vote qui supprime les examens et autres impôts pour devenir électeur aux États-Unis. Ce mouvement a été mené par la NAACP de Ralph Abernathy et par le SCLC de Martin Luther King. D'autres mouvements, plus radicaux, émergent, tels le Black Power (Malcolm X, etc.), puis par des mouvements luttant pour les droits civiques pour les Amérindiens ou les Chicanos.
 - **Les mouvements des exclus** : À partir de 1945, la pénurie de **logement** dans les grandes villes conduit des personnes à la rue. L'hiver de 1954 se montre particulièrement rigoureux. L'Abbé Pierre lance son appel à une « insurrection de bonté » et le mouvement Emmaüs, association caritative qui s'institutionnalisera par la suite. Le succès de cette opération encourage la construction de logements sociaux engagée par l'Etat. A partir des années 1980, plusieurs collectifs se créent pour défendre le droit au logement : le Comité des mal-logés (1987-1994), DAL (Droit au logement, 1990), la Coordination des sans-abris (1993-1995), le Comité actions logement (CAL)... L'année 2007 a été marquée par les campements de sans-abris initiés par les "Enfants de Don Quichotte", avec en particulier à Paris le campement du canal Saint-Martin et la grève de la faim des sans-papiers sans-abris. De son côté, le Mouvement national des **chômeurs et précaires** (MNCP) trouve ses origines dans le Syndicat des chômeurs fondé en 1982 par Maurice Pagat, chômeur de longue durée. En 1993, c'est le démarrage d'AC « Agir ensemble contre le chômage ». L'opinion publique découvre la pauvreté et la dignité des chômeurs. Les associations travaillent main dans la main et obtiennent un contact direct avec le gouvernement. Celui-ci finit par relever les minima sociaux et par mettre en chantier une loi contre l'exclusion.

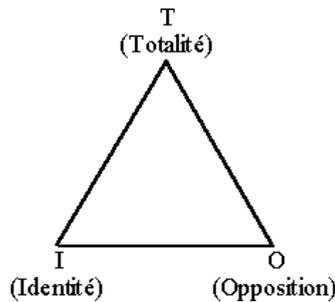
- **Le mouvement des immigrés** : Le premier mouvement d'étrangers en situation irrégulière date de 1972. Il s'accompagne d'une grève de la faim et aboutit à la régularisation de 35 000 immigrés. Un nouveau mouvement apparaît au début des années 80 : celui des enfants d'immigrés. Ce mouvement de seconde génération se développe essentiellement dans les banlieues lyonnaises et parisiennes. Une marche pacifique "contre le racisme et pour l'égalité des droits" part de Marseille le 15 octobre. Ce mouvement converge le 3 décembre dans une manifestation de 100 000 personnes venues accueillir à Paris la "marche des beurs". En réponse, François Mitterrand crée la carte de séjour de dix ans. L'association SOS Racisme est créée en 1984 dans la foulée. Le MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues, fondé en 1995) est issu de ce mouvement. Le mouvement des **sans-papiers** redémarre ensuite à partir de 1996 avec une série d'occupations, dont celle de l'église Saint-Bernard au mois d'août. Ce mouvement est alors soutenu par un certain nombre de collectifs (85 000 immigrés sont régularisés). Depuis 2005, la multiplication des arrestations de sans-papiers a entraîné la création du collectif « Réseau éducation sans frontières » qui cherchent à empêcher les expulsions des clandestins.
 - **Le mouvement écologiste** : le mouvement écologiste français s'est développé après mai 68, tout d'abord comme un mouvement contestataire (contre l'extension du domaine militaire du Larzac en 1972, contre les centrales nucléaires au milieu des années 1970 ...). Une des plus importantes manifestations contre le nucléaire, la Manifestation à Creys-Malville en 1977 est sévèrement réprimée (un mort et des dizaines de blessés). Les associations écologiques vont peu à peu se transformer en un mouvement politique (les Verts en 1984) qui mettent en avant la **défense de l'environnement**, le **développement durable**, les **énergies alternatives**, des thèmes qui seront récupérés progressivement par les autres partis politiques. Pour certains courants, la lenteur de certains processus peut décourager face à certains signes alarmistes, ce qui explique sans doute qu'ils privilégient alors des **mesures de désobéissance civile**, souvent non violentes, imitant Gandhi, ou plus radicales et médiatisées (exemples : blocage de chantiers de déforestation, fauchage de plants d'OGM, occupation des arbres, déduction des impôts consacrés au nucléaire, etc.). Des associations militantes (Les Amis de la Terre, Greenpeace, le Réseau Sortir du nucléaire...) sont particulièrement actives sur ce terrain.
 - **Le mouvement consumériste** : Initié aux Etats-Unis par Ralph Nader avec l'association Public Citizen et ses campagnes en faveur des droits des consommateurs dès les années 1960, le mouvement consumériste, il se développe en France avec l'Union fédérale des consommateurs (UFC) et la revue Que Choisir ? (1961). Ses enquêtes ainsi que l'action sur le terrain des associations conduisent à de nombreuses campagnes contre des produits (colorants, casques moto, veau aux hormones...) et autres dénonciations (pollution des plages...). Ils mettent en avant les droits des consommateurs : le « **droit à la sécurité** », le « **droit à être informé** », le « **principe de précaution** », le « **droit à porter plainte** au nom des consommateurs » (les « class action aux Etats-Unis).
 - **Les mouvements régionalistes ou nationalistes** : Ils vont valoriser et défendre **les particularités et l'identité** des régions au sein d'une même nation et leur accorder une certaine autonomie politique ou économique. Les mouvements bretons, corses, basques, réclament le **droit à la différence culturelle** (apprentissage de la langue, valorisation de la culture locale...), une certaine **autonomie politique** voire l'indépendance.
 - **Le mouvement altermondialiste** : Il commence à prendre de l'ampleur au début des années 1980 dans les pays du sud avec la lutte contre la dette du tiers monde, l'OMC et les plans d'ajustement structurels du. Il apparaît en Europe, aux États-Unis et en Corée à partir des années 1990 avec la mondialisation des marchés et le développement du chômage. Les manifestations de Seattle en 1999 sont les premières manifestations médiatisées altermondialistes. Le mouvement altermondialiste rassemble des associations très diverses. Elles dénoncent la « marchandisation du monde » et ses effets néfastes sur le développement humain. Ses revendications portent un **développement soutenable**, une **démocratisation des grandes institutions** internationales (OMC, FMI...), la **solidarité** avec les pays en développement, la taxation des opérations financières et le démantèlement des paradis fiscaux.
 - **Les mouvements étudiants et lycéens** : il démarre aux Etats-Unis au début des années 1960 contre la guerre au Vietnam. Comme dans la plupart des pays, en France, le mouvement étudiant le plus important par son ampleur est celui de mai 1968. Le mouvement de mai 1968 aboutit en France à une grève générale de plusieurs semaines qui paralyse le pays et dépasse largement le mouvement étudiant. Ce mouvement se manifeste de façon récurrente contre une loi ou des réformes le concernant (plan Saunier-Seité en 1976, contre le CIP en 1994, contre le CPE en 2006, contre la réforme des universités en 2009, etc.) ou pour réclamer une amélioration de leur condition (allocation d'études, de meilleurs moyens pour les établissements d'enseignement, etc.). Il réclame une **égalité de traitement** dans l'enseignement supérieur et des **débouchés professionnels stables** à l'issue des études.
3. **Cette diversité des mouvements sociaux n'est pas sans contradiction**. Leurs intérêts peuvent être opposés et les individus qui y participent peuvent être déroutés par ces intérêts contradictoires. Ainsi, un consommateur pourrait souhaiter l'ouverture des magasins le dimanche ce qui serait contradictoire avec son souhait, en tant que travailleur, de garder le repos dominical. De même, un chômeur pourra être partagé entre le souhait d'un retour à la croissance pour la création d'emplois et les dangers d'une hausse de la production pour la défense de l'environnement...

Typologie des mouvements sociaux

| | | Quoi ? | |
|-------|-------------|---------------------------------|-------------------------------------|
| | | Changement limité | Changement radical |
| Qui ? | Corporation | Mouvements sociaux alternatifs | Mouvements sociaux rédempteurs |
| | Individu | Mouvements sociaux réformateurs | Mouvements sociaux révolutionnaires |

2 – De nouveaux enjeux

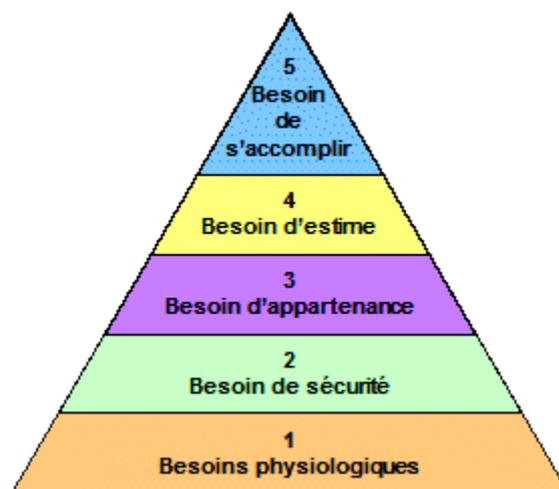
1. **Les conflits portent davantage sur le pouvoir et l'autorité que sur le partage des richesses.** Selon **Ralph Dahrendorf** (1929...), sociologue allemand, auteur de *Classes et conflits de classes dans la société industrielle* (1957), qui emprunte à Marx et à Weber, le conflit a changé de nature :
 - **Le conflit est dû à la distribution inégale de l'autorité.** Certains exercent une autorité et d'autres y sont soumis : une division s'opère entre les dominants (détenteurs de l'autorité) et les dominés (soumis à l'exercice de cette autorité). Les rapports sociaux sont donc davantage des rapports de domination (Weber) que des rapports d'exploitation (Marx).
 - **Or, dans les sociétés modernes, les individus ont plusieurs rôles à assumer et différents centres d'intérêt.** Ils sont tour à tour salariés, parents d'élève, mari, consommateur, défenseur de l'environnement... Il n'est donc pas sûr que des personnes ayant les mêmes intérêts se coalisent car elles n'accordent la même importance à ces intérêts selon le rôle dans lequel elles se reconnaissent le plus.
 - **En conséquence, il existe un pluralisme de conflits :** l'autorité peut s'exercer dans plusieurs domaines (autorité politique, professionnelle, syndicale, religieuse...). Il n'existe pas seulement deux classes aux frontières bien établies mais de multiples groupes d'intérêt. Les classes se structurent selon les intérêts à défendre. Ces regroupements sont multiples et évoluent. Ils peuvent donner lieu à :
 - ✓ **Des conflits latents** lorsqu'ils ne sont pas organisés et que les individus ont une conscience faible de ce qui les unit et de leurs objectifs ;
 - ✓ **Des conflits manifestes** lorsque la lutte est organisée avec une claire conscience des intérêts et des enjeux.
 - **Le cas de la lutte des classes, envisagé par Marx, n'est donc qu'un cas particulier.** Tout en critiquant l'analyse marxiste, Ralph Dahrendorf est d'accord sur la structuration de la société en classes et sur le rôle du conflit comme moteur du changement social.
2. **Les conflits de la société post-industrielle ne sont pas ceux de la société industrielle : ils ne sont pas de nature matérielle mais de nature culturelle.** **Alain Touraine** (1925...), sociologue français, auteur de *La conscience ouvrière* (1966) et *La société post-industrielle* (1969), considère que les conflits sont plus de **nature culturelle** que de nature matérielle. Ils **portent sur des valeurs** et fait intervenir de nouveaux acteurs. Il existe, pour Touraine, dans chaque société, un mouvement social et un seul qui incarne non une simple mobilisation mais un projet de changement social. Pour parvenir à ce statut de changement social, une mobilisation doit remplir trois conditions.
 - **Un principe d'identité (I)** c'est à dire « qui lutte ? » : l'identité correspond aux façons dont les groupes se définissent eux-mêmes et sont définis par autrui. Les identités collectives peuvent se définir sur la base de la profession, du milieu social, de l'âge et du sexe, des appartenances religieuses et « ethniques » etc. Elle suppose que dans la lutte les acteurs prennent conscience d'eux-mêmes et partagent les mêmes valeurs (l'égalité pour les femmes, le droit à l'éducation pour les étudiants,...).
 - **Un principe d'opposition (O)** c'est à dire « qui est l'adversaire ? » : un mouvement ne s'organise que s'il peut nommer son adversaire qui défend d'autres valeurs. Le conflit fait surgir l'adversaire, forme la conscience des acteurs en présence (les écologistes au nom de la défense de l'environnement contre les industriels qui mettent en avant la défense de la croissance et de l'emploi).
 - **Un principe de totalité (T)**, c'est à dire « pourquoi lutter ? » : le mouvement social se bat pour le « contrôle de l'historicité » c'est-à-dire pour changer la société dans sa totalité et dans un sens qui lui convient. Tous les conflits ne sont donc pas des mouvements sociaux (le conflit des médecins, par exemple).



- Ainsi à chaque type sociétal correspondrait un seul et unique mouvement social. La société industrielle se caractériserait par les luttes du mouvement ouvrier, la société marchande par la lutte pour les droits civiques, et la société « post-industrielle » par les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS). C'est dans une telle optique que Touraine et ses collègues (François Dubet et Michel Wieviorka) vont analyser les mobilisations étudiantes de Mai 68, le Chili d'Allende, les mouvements antinucléaires ou les conflits régionalistes comme les luttes occitanes. L'image d'une quête du mouvement social capable de prendre la relève du mouvement ouvrier déclinant.

| Société industrielle | Société postindustrielle |
|--|--|
| ✓ l'ordre économique est dominant | ✓ l'ordre économique n'est plus l'ordre dominant |
| ✓ le combat se structure autour du monde ouvrier | ✓ le monde ouvrier n'est plus au cœur du conflit |
| ✓ les conflits sont concentrés dans l'entreprise | ✓ ils se diffusent dans la société toute entière |
| ✓ opposition travail/capital | ✓ opposition entre décideurs et usagers |
| ✓ forme classique du conflit | ✓ nouvelles formes de lutte |
| ✓ acteurs : salariés, employeurs, syndicats | ✓ acteurs sociaux : femmes, minorités, jeunes... |
| ✓ champ concerné : le travail | ✓ champ concerné : valeurs, ville, culture... |

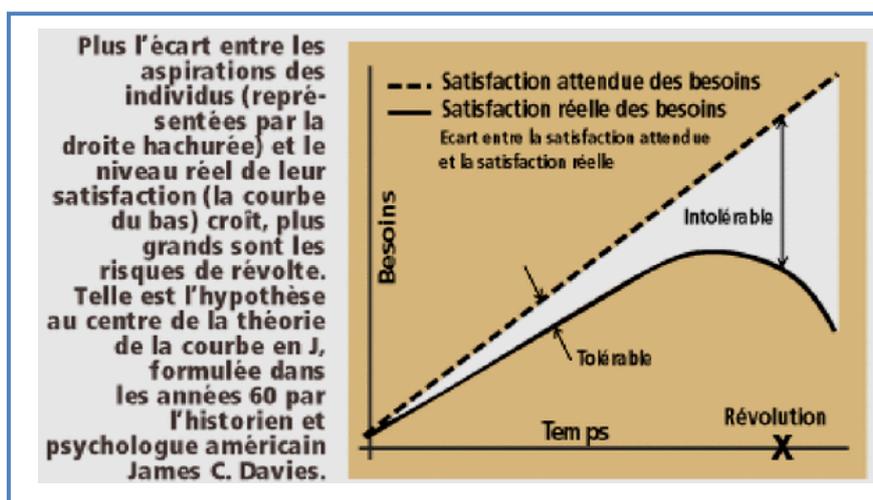
3. Pour Ronald Inglehart, sociologue américain les NMS portent sur les valeurs, c'est-à-dire sur les manières d'être ou d'agir qu'une société propose comme idéal à ses membres (*La révolution silencieuse*, publié en 1977). Pour lui les mouvements sociaux sont généralement orientés selon les valeurs d'une société.
- Les « Trente glorieuses » constituent une période de prospérité au cours de laquelle les revendications matérielles tendraient à perdre de l'importance. Ainsi dans les sociétés occidentales, la satisfaction des besoins matériels de l'essentiel de la population, le développement du progrès technique, la paix durable, la massification de l'école et le développement des médias, provoqueraient un déplacement du conflit vers des revendications plus qualitatives. L'ensemble de ces transformations sont, selon Inglehart, à l'origine de changements dans les valeurs des individus, qui ont désormais des besoins liés à l'identité (plus floue du fait de l'affaiblissement des classes sociales) et à la réalisation de soi (épanouissement personnel). Ce raisonnement repose sur la pyramide des besoins de l'Homme élaboré par Maslow :



- Contrairement aux générations ayant connues les conflits mondiaux, la génération du baby-boom serait moins matérialiste, plus ouverte à la « tolérance » et plus sensible aux questions environnementales. Ceci résulte du développement, de la hausse du niveau d'instruction qui génère altruisme et solidarité (intérêt porté aux générations futures, par exemple), l'égalité hommes-femmes, le respect de l'environnement,...

Ce sont sur ces nouvelles bases culturelles que se structuraient de nouveaux conflits sociaux autour de nouvelles causes. Les conflits sociaux sont dès lors perçus comme le résultat d'un décalage entre ces « nouvelles » demandes sociales et l'incapacité des institutions à y répondre de façon convenable.

- **C'est autrement dit l'incapacité des autorités sociales et politiques qui aboutirait à la création de mouvements protestataires en dehors des cadres classiques de l'action collective.** On pense ici à la désyndicalisation et la remise en cause des partis politiques comme structures inadéquates pour entendre les revendications de la « société civile ». Il s'agit parfois davantage de dénoncer dans un premier temps les conséquences que produisent certains choix sociétaux sur l'individu par des revendications pragmatiques immédiates que de proposer d'autres choix sociétaux de transformation de la société (Comment faire pour que les SDF aient un logement plutôt que comment faire pour que la société ne produise pas de SDF ?).
- 4. **Pourquoi les hommes entrent-ils dans l'action collective ? Ted Gurr l'explique à l'aide de la notion de "frustration relative" qu'il emprunte à Tocqueville.** Cette frustration relative résulte de l'écart perçu par les individus entre les biens auxquels ils estiment avoir droit et ceux qu'ils pensent pouvoir obtenir.
- **L'intensité de la frustration détermine les dispositions à l'action.** Elle ne dépend pas du niveau de revenu ou de la position sociale que l'on occupe. Ainsi, les médecins, dont la situation sociale et patrimoniale est élevée, peuvent ressentir une frustration plus forte que les ouvriers, qui sont au bas de l'échelle sociale, parce que leurs attentes sont très élevées par rapport à celles des seconds. Deux situations sont possibles :
 - ✓ Un changement social peut faire naître des espérances immenses alors que la situation réelle change peu (les populations de l'Est de l'Europe sont ainsi déçues de leur entrée dans l'UE car elles en attendaient beaucoup plus).
 - ✓ Une détérioration de la situation matérielle peut se produire sans que les attentes aient changé. La réduction des inégalités peut ainsi provoquer une frustration relative des classes moyennes qui constatent que le sort des plus pauvres s'améliore alors que le leur se dégrade.



- **Cependant, il n'y a pas de lien mécanique entre ce décalage perçu et l'ampleur des réactions collectives.** Celle-ci dépend aussi du degré de légitimité du pouvoir et de sa puissance de répression. Or, selon Albert O. Hirschman, l'individu peut, dans des situations diverses (de marché, de groupe familial, d'organisation syndicale ou partisane...), manifester son insatisfaction de trois manières :
 - ✓ **le refus** de participer, la défection (exit),
 - ✓ **la prise de parole**, c'est à dire une participation protestataire pour changer le système d'interactions dans l'organisation afin que soient prises en compte ses orientations ou ses intérêts (voice),
 - ✓ **la fidélité** malgré tout (loyalty).

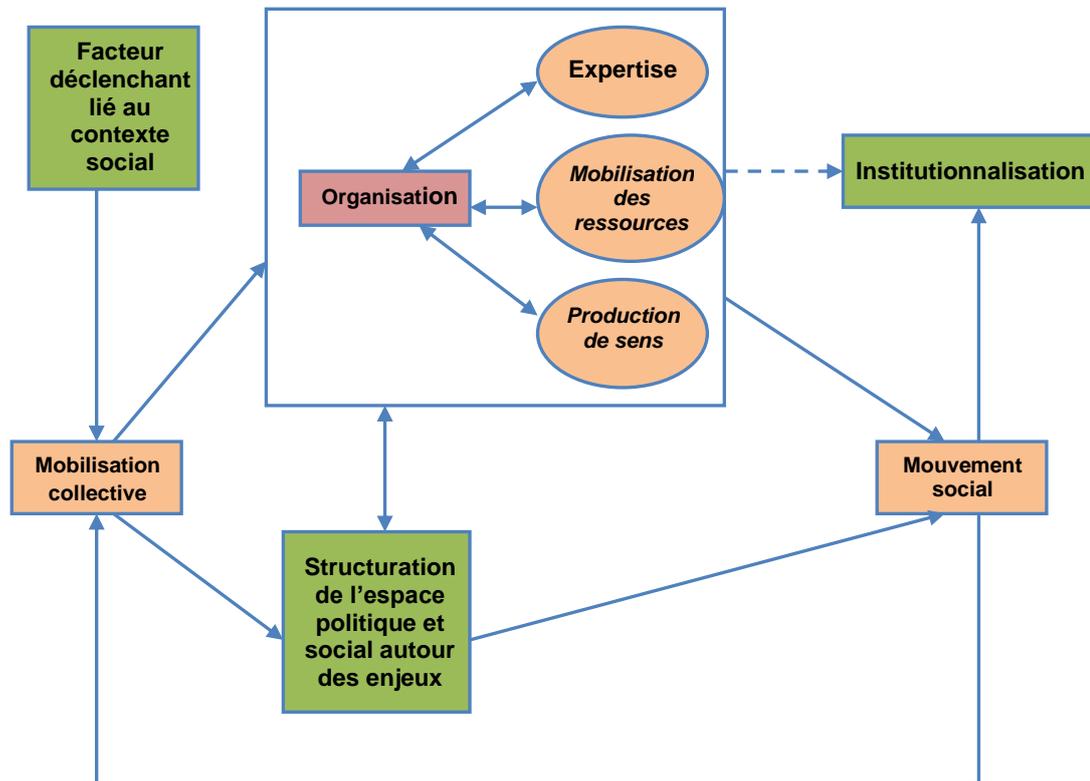
| | Recours individuels | Recours collectifs |
|------------------------|---------------------------------------|------------------------------|
| Loyauté | Fatalisme | Acceptation de la domination |
| Prise de parole | Action judiciaire Grève de la faim | Emeute Grève |
| Défection | Exil Suicide | Abstention Démissions |

L'action collective n'est donc qu'une réponse possible à la frustration relative.

B – Les nouvelles formes de l'action collective

1 – De nouvelles formes de mobilisation

1. **Il n'y a pas de mouvement social sans organisation.** La participation à une action collective peut, certes, être attribuée à une prise de conscience de ses intérêts, à une « frustration relative », à la volonté de défendre des valeurs ou de contester l'autorité, mais elle ne saurait se poursuivre sans une organisation et des militants capables de porter le mouvement social.
2. **Il arrive parfois que l'organisation crée le mouvement social.** Dans ce cas, les dirigeants de l'organisation agissent comme des « *entrepreneurs de mouvements sociaux* ». Ces dirigeants politisés vont s'emparer d'un problème et le porter sur la place publique. Pour cela, ils doivent :
 - **Mobiliser des ressources internes** : ce sont les **militants** qui consacrent leur temps et leur argent pour convaincre les populations concernées par le sujet que l'on veut mettre en avant. Un mouvement social est fort si les adhérents et les militants sont soudés dans l'action, s'ils se sentent solidaires. Ceci suppose :
 - ✓ **La désignation de l'adversaire** : les nouveaux mouvements sociaux se battent sur le terrain politique et non dans l'entreprise. L'adversaire peut être un groupe d'industrie (le lobby nucléaire, par exemple) mais la négociation doit passer par le pouvoir politique.
 - ✓ **La fabrication d'un discours cohérent**, l'élaboration d'une plateforme de revendication, la confection de tracts, de pétitions, de banderoles...qui pourront mobiliser la population ciblée. Ce n'est donc pas la conscience des acteurs qui détermine le mouvement mais le mouvement qui crée l'identité de l'acteur social dans l'action.
 - ✓ **Le choix d'un leader charismatique** qui servira de porte parole auprès des médias et des pouvoirs publics. On peut remarquer que ce sont souvent des personnalités connues et reconnues qui facilitent l'accès aux médias : l'Abbé Pierre pour les sans-logis, Josiane Balasko et les sans-papier, Augustin Legrand, le fondateur des enfants de Don Quichotte, Nicolas Hulot, José Bové ...
 - **Mobiliser des ressources externes** : il faut faire partager au public la justesse de la cause que l'on défend. La **popularisation** du mouvement est une clé essentielle de sa réussite. Cela passe par :
 - ✓ **L'utilisation de nouveaux répertoires de l'action collective** (Charles Tilly) : La grève n'est plus possible comme forme d'action dans ce type de mouvement social. D'où la nécessité d'employer d'autres méthodes : boycott, marches de protestation, barrages routiers, occupations de locaux, grèves de la faim, sit-in, fauchage de champs d'OGM, ...Plus les actions sont spectaculaires, plus elles vont attirer l'œil des médias. Plus elles sont festives, plus elles recevront un accueil favorable du public. La mise en scène doit être soignée.
 - ✓ **L'utilisation de réseaux sociaux et médiatiques** : pour faire connaître le mouvement, sa thématique, ses revendications, il faut utiliser son carnet d'adresse pour joindre la bonne personne au bon moment (« **l'agenda politique** »). Les médias jouent un rôle clé dans la popularisation du mouvement et sur la pression qu'il effectue sur les pouvoirs publics. Le développement d'Internet et des réseaux sociaux (Facebook, Twitter...) et le recours à des vedettes du spectacle ou du sport, peuvent faciliter la mobilisation.
 - ✓ **La maîtrise de l'agenda politique et de la conjoncture** : une grève a plus de chance de réussir si la conjoncture est bonne (carnet de commande rempli, absence de chômeurs...). De même une action collective a de forte chance de réussir si elle se situe avant les élections et si elle est proche des préoccupations électorales des députés.
3. **Il arrive également que le mouvement se dote d'une nouvelle forme d'organisation : la coordination.** Elles se sont développées au moment où les syndicats sont apparus comme incapables de prendre en compte des luttes qui échappaient à la logique économique ou qui apparaissaient comme trop catégoriels. Les coordinations diffèrent des syndicats sur trois points :
 - **Ce sont des organisations éphémères**, créées pour conduire le mouvement jusqu'à son aboutissement, alors que les syndicats sont des organisations permanentes et institutionnalisées.
 - **Ce sont des organisations qui pratiquent la démocratie directe.** Les représentants sont sous le contrôle permanent de la base (rôle du téléphone portable) à qui ils doivent rendre compte à tout moment. Les syndicats, quant à eux, pratiquent la démocratie représentative. Leurs représentants disposent d'une marge de manœuvre pour négocier.
 - **Ce sont des organisations radicales.** Elles pratiquent le tout ou rien car elles sont animées par l'éthique de conviction (leur cause est « juste ») alors que les syndicats acceptent le compromis dans la négociation au nom de l'éthique de responsabilité (tout n'est pas possible !). Ces coordinations rendent plus difficile le dialogue social car les pouvoirs publics ont du mal à trouver des responsables prêts à la négociation et au compromis tant qu'elles ne se sont pas institutionnalisées.



4. **On a donc assisté à la fin de la centralité des conflits du travail dans la société** et à une segmentation et à une multiplication des conflits autour de mouvements sociaux aux enjeux divers et moins globalisants. Cela s'explique par :
 - le recul de l'identité de classe comme élément primordial de l'identité sociale des individus ;
 - le recul du poids des identités collectives dans la construction des identités sociales des individus.
5. **Cependant, on peut faire plusieurs critiques à ces analyses en termes de « nouveaux mouvements sociaux »**. Ces mouvements sociaux ne sont pas si nouveaux que cela :
 - **Tout d'abord, les revendications matérialistes sont loin d'avoir disparu.** Comme l'a démontré Olivier Filleule dans son étude des manifestations de rue en France (*Stratégies de la rue*, 1996), les revendications matérielles (salaires, emplois, conditions de travail, etc.) l'emportent nettement sur les griefs « post-matérialistes ». Mais surtout l'opposition entre revendications « matérielles » et « post-matérialistes » peut être remise en cause. Les grèves ouvrières peuvent porter des enjeux plus idéologiques. C'est par exemple le cas des grèves en faveur de la journée de travail de huit heures en début de siècle ou le mouvement de 1936 qui s'apparentait à un refus du taylorisme et à l'aspiration d'une majeure autonomie dans le travail. De même, le combat féministe est très ancien et il porte à la fois sur des valeurs matérielles (égalité des salaires) et sur des valeurs non matérielle (le droit à l'avortement).
 - **D'autre part, l'idée d'un « effacement des conflits des classes » au profit d'appartenances multiples et d'individus autonomes est d'autre part très contestable.** La participation à des mouvements sociaux apparaît en effet fortement corrélée aux dispositions sociales des acteurs qui y prennent part. Ainsi les analyses de Mai 68, perçu comme le moment inaugural d'un « nouveau » conflit social, soulignent la forte participation des cadres et professions libérales mais c'est oublier la participation importante des milieux plus populaires comme les ouvriers et les employés.
 - **Un dernier travers de l'analyse des NMS tient à la surestimation de l'importance et de la durabilité de certains conflits.** Les NMS peuvent être analysés comme des phénomènes cycliques qui reviennent lors des périodes de crise de valeurs, ce qui permet de douter du « projet de société » dont ils seraient porteurs. Les mouvements régionalistes des années 1970, la marche des Beurs de 1983, ... ont quasiment disparu de l'espace public. On est ici face à une critique de l'analyse d'Inglehart : les NMS ne marquent pas un changement irréversible de nos sociétés.
 - **Enfin, l'émergence des NMS n'a pas fait disparaître les conflits du travail** (1995, 2003, 2006...). Les conflits du travail ne sont pas à opposer dans tous les cas aux NMS : ils peuvent agir ensemble autour de revendications économiques, sociales et culturelles, y compris en intégrant le cadre actuel de la mondialisation.

| Nouveaux acteurs | Nouveaux enjeux | Nouvelles formes d'action |
|---------------------|-----------------------------|---------------------------|
| Ecologistes | Développement durable | Désobéissance civile |
| Consommateur | Principe de précaution | Boycott |
| Minorités sexuelles | Droit à la différence | Marches revendicatives |
| Altermondialistes | Planète plus « juste » | Contre-sommet |
| Les « sans » | Egalité des situations | Occupation sauvage |
| Mouvement féministe | Egalité, Parité, Différence | Manifeste |

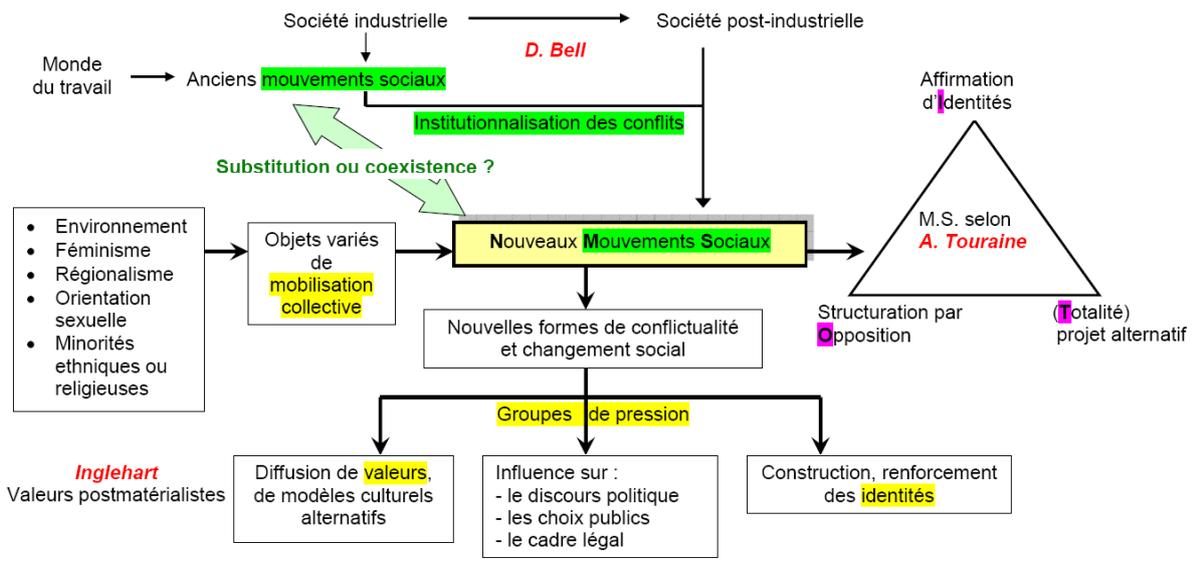
2 – conflits et changement social

- Une partie des nouveaux mouvements sociaux se sont institutionnalisés.** Certaines organisations ont eu la capacité à faire reconnaître à long terme leur autorité au sein du système politique. Il faut donc voir comment certains mouvements arrivent à se pérenniser.

 - **Certains mouvements sociaux se sont transformés en groupe de pression.** Un *lobby* est *groupe plus ou moins informel, constitué pour la défense d'intérêts particuliers et visant à influencer l'opinion publique et le pouvoir en place*. Cela peut concerner des groupes d'entreprise (le lobby de l'automobile, par exemple), des groupes professionnels (le lobby agricole ou celui des médecins, par exemple) ou des groupes sociaux (les associations de consommateurs ou les groupes écologistes, par exemple). Ils ont à leur disposition différents moyens :
 - ✓ **L'expertise** : ces groupes produisent des rapports valorisant telle ou telle mesure ou dénonçant telle ou telle action ou produit. Ainsi, les associations de consommateurs publient des études sur la qualité des produits ou sur les dangers qui guettent les consommateurs ou sur les ententes entre les entreprises et la fabrication du prix d'un produit. De même, les associations écologistes mesurent les radiations dues au nucléaire, les effets d'une infrastructure sur la biodiversité...
 - ✓ **La propagande en direction de l'opinion publique** : elle se fait par des campagnes de presse, des interventions à la télévision, la publication de revues, qui visent à alerter l'opinion pour qu'elle bascule dans tel ou tel sens. Ainsi, les médecins de santé publique ont réussi leur travail de lobbying en mettant en avant le rôle du tabac dans le développement du cancer et en transformant le fumeur en un quasi délinquant. De même, les écologistes et les mouvements de consommateurs ont réussi à persuader le public de la nocivité des ondes téléphoniques.
 - ✓ **La persuasion des décideurs politiques** : elle consiste à présenter aux parlementaires des arguments, voire à les rémunérer, pour qu'ils fassent passer des lois favorables aux intérêts défendus. Le lobby de l'automobile a ainsi réussi pendant longtemps à imposer du plomb dans l'essence au détriment de la santé du consommateur alors que des solutions alternatives existaient. De même, le lobby des écologistes a réussi à interdire la diffusion des OGM en Europe.
 - ✓ **L'action judiciaire** : les associations portent plainte collectivement en justice (« class action ») pour demander réparation d'un préjudice réel ou imaginaire. Aux Etats-Unis, ce sont souvent les avocats qui initient ce type d'action en espérant se rétribuer sur les indemnités obtenues.
 - **D'autres mouvements se sont transformés en partis politiques.** C'est le cas des « Verts » en Allemagne ou en France. Dans ce cas, ils portent directement leurs revendications dans l'arène politique quitte à ce qu'une partie de leurs idées soient récupérées par les autres partis politiques.
- La réussite d'un mouvement social s'apprécie aux changements sociaux qu'il a pu provoquer.** Ceci peut être appréhendé de deux façons :

 - **Par l'imposition de nouvelles normes sociales et de nouvelles valeurs.** Le mouvement féministe a ainsi réussi à imposer l'idée que les hommes et les femmes devaient être égales non seulement en droit mais dans les faits. La maîtrise de la contraception, le divorce par consentement mutuel, les lois sur le viol et le harcèlement, l'activité professionnelle féminine ont profondément modifié les rapports sociaux au sein de la famille et de la société même si beaucoup de choses restent à faire. Le mouvement féministe, même s'il n'est pas totalement responsable de tous ces acquis, a joué un rôle primordial dans ces conquêtes.
 - **Par un processus de domestication du mouvement social** : les pouvoirs publics ont su récupérer les mouvements sociaux soit par la création de lieux de négociations spécifiques («le « Grenelle de l'environnement », par exemple), soit par des nominations (Martin Hirsch pour le RSA, par exemple) soit par des subventions. Un exemple de cette institutionnalisation est la création de ministères durant les années soixante-dix à partir de revendications portées par des mouvements sociaux (Droit des femmes, Lutte contre les discriminations, Environnement, Consommation, etc.). Parfois réduits à une dimension purement symbolique (Fadela Amara, ancienne présidente de l'association « Ni putes, ni soumises », par exemple) ces administrations recrutent souvent d'anciens militants qui y voient des stratégies de reconversion.

La diversification des objets et des formes de l'action collective



Notions essentielles
Notions complémentaires

Schéma réalisé par J-L. Pierre à partir du programme et des indications complémentaires.
Liste non limitative des auteurs qui peuvent être mobilisés sur ce thème du programme.